

La fin du Monde est pour demain : repentez vous car vous vous êtes gavés !

Alors qu'on croyait la France définitivement à l'abri des sectes de tout poil depuis la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, une secte encore plus pernicieuse que la scientologie vient de faire son apparition : les adorateurs du AAA, siège social : chancellerie, Berlin, annexe : Elysée, Paris. Son but est de coller une sainte trouille au bon peuple ignare et le convaincre que la fin du monde est pour demain, sauf à s'en remettre aveuglément aux prescriptions de la grande prêtresse Angela et son petit vicaire Nicolas, auto-désignés sauveurs du monde. Ces braves gens ont donc oublié leurs chamailleries et retapé précipitamment l'axe franco/allemand (c'est le concept de l'axe hâtif). Bien avant l'avis des peuples, l'avis des agences de notation est donc souverain.

Faut il rappeler que ces mêmes agences n'avaient vu venir (ou rien dit) en 2008 : la Banque Lehman Brothers a ainsi bénéficié du fameux AAA jusqu'à la veille de sa faillite : notons donc les agences de notation $0 + 0 = ?$

La méthode est de briser tout débat démocratique en imposant une vision purement technicienne au service du libéralisme et des marchés financiers. Alors que la crise est due au libéralisme lui-même, on voudrait nous faire croire que la solution est encore plus de libéralisme, que tous les obstacles au marché libre et non faussé doivent sauter.

La commission Européenne, très discrète en 2008, s'arroge maintenant le droit de délivrer des lettres de mission à des gouvernements de pays souverains ! Au nom de l'urgence économique, tout ce petit monde se satisfait que les fascistes grecs, héritiers du régime criminel des colonels, entrent au gouvernement. La démocratie est bien peu de chose pour ces gens là, faut pas plaisanter avec leur pognon.

Face à une crise économique et financière qui a plongé l'Europe dans la pire des situations depuis plusieurs décennies avec plus de 23 millions de chômeurs, particulièrement les jeunes, la seule réponse des leaders politiques européens est l'adoption de mesures d'austérité, la pression à la baisse des salaires, des services publics, de la Sécurité sociale, des pensions et des conditions de travail et de vie. Réduire la dette ? Encore faut il savoir de quel point de vue : celui du travail ou celui du capital ?

En visite à Strasbourg, le Président de la République a dit tout haut ce que Mme Parisot pense tout bas en déclarant « que la crise représente une opportunité qui permet d'imposer des mesures qui n'auraient jamais pu être présentées dans un autre contexte ».

Ce qui se vit à la DGFIP et les projets qui la concernent sont directement liés aux politiques d'austérité qui visent à faire payer la crise aux salariés ; Les services publics, et particulièrement notre administration sont une cible privilégiée au nom de la réduction des déficits et de la satisfaction des marchés financiers.



C'est pourquoi la CGT Finances Publiques, sur la base de l'appel unitaire des syndicats de la DGFIP appelle les agents à s'engager massivement dans la grève le 2 février pour :

- Stopper immédiatement les suppressions d'emplois
- Revaloriser les rémunérations
- Améliorer rapidement et concrètement les conditions de vie au travail
- Renforcer toutes les missions de la DGFIP

Plus largement, partout, il est nécessaire de faire grandir un front de lutte de l'ensemble du monde du travail contre la casse sociale et la mise en œuvre d'autres choix axés sur le progrès social et une autre répartition des richesses.

Se mobiliser, partout, sans attendre, c'est la seule façon de ne pas payer leur crise

CONDITIONS DE TRAVAIL ET EMPLOI : L'INCONTOURNABLE QUESTION

Lors de la dernière assemblée générale de notre section, nous avons abordé le thème des conditions de travail. Le constat effectué lors des recensement du Document Unique et d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP), les rapports des médecins de prévention, les fiches CHS qui remontent montrent que la situation se détériore constamment et que de plus en plus d'agents sont en situation de souffrance au travail.

Pour la CGT Finances publiques, améliorer concrètement les conditions de vie au travail suppose d'abord que les missions soient exercées dans leur plénitude pour assurer l'égalité de traitement des citoyens et qu'elles puissent s'enrichir pour répondre aux enjeux nouveaux de société. Cela nécessite du temps, de l'autonomie dans le travail, de l'échange, des moyens matériels et ... les emplois nécessaires sans lesquels tout ce qui précède est un leurre.

Il est donc impératif d'établir un état des lieux des missions et de leurs nécessaires évolutions et de définir contradictoirement les besoins en emplois pour les accomplir pleinement !

Pour améliorer les conditions de vie au travail, c'est tous ensemble et à partir de chaque service que nous devons porter ces exigences.

ENSEMBLE PRENDRE LA PAROLE ET AGIR SUR LE TRAVAIL !

Venir au boulot à reculons, se culpabiliser de ne pouvoir faire tout le travail, douter de sa qualité et de sa finalité, être insatisfait du service rendu à l'utilisateur, être contraint de tricher pour satisfaire les indicateurs ou pour accomplir correctement ses missions, manquer d'autonomie dans l'organisation de son travail, voir les relations entre collègues se détériorer, ne pas disposer du soutien professionnel suffisant parce que tout le monde a le « nez dans le guidon », subir un management de plus en plus pesant en raison d'un mode de pilotage perpétuellement descendant ... ce n'est pas une vie, c'est douloureux, ça rend malade et c'est inefficace!

La phase de constat est derrière nous. Il s'agit maintenant de prendre la parole ensemble, d'intervenir ensemble, aussi longtemps que nécessaire pour porter devant les directeurs locaux les difficultés rencontrées et les revendications de nature à les résoudre. Il faut exiger que la Direction générale donne enfin les réponses attendues.

N'en déplaise à l'administration rien de ce qui est à la racine de la mal - vie dans les services ne saurait être occulté : ni les moyens en emplois, ni la nécessité d'accomplir pleinement les missions, ni les méthodes de management dictées par la satisfaction des indicateurs, ni les rapports hiérarchiques dégradés.

Rien de ce qui peut constituer un support pour gagner des améliorations concrètes de la vie au travail ne doit être négligé. Il faut s'emparer de tous les outils disponibles pour se faire entendre et ne pas laisser l'administration les détourner de leur sens.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels dont les agents sont les premiers acteurs est un de ces outils qui ne doit pas être négligé car il renvoie à la responsabilité pénale de l'employeur quant à la protection de ses agents. Il doit permettre aux agents de se ré-approprier collectivement la question du travail de sa qualité, de son organisation, d'exprimer les difficultés rencontrées et les réponses qu'ils attendent de l'administration pour pouvoir bien faire leur travail.

Mais nous ne devons pas cantonner les débats sur les conditions de travail à de nouveaux indicateurs ou à des réunions institutionnelles auxquelles la direction voudrait nous cantonner : là encore, c'est par la mobilisation et la pression que nous pourrions progresser sur ce sujet essentiel.



LE MONDE MERVEILLEUX DE LA DDFIP 22

La DDFIP 22 manque de bras mais pas de chocolat !

Alors que l'austérité frappe à notre porte, notre bon directeur a décidé de monter l'exemple en supprimant la cérémonie des vœux de la direction, ce qui nous a évité d'avoir à refuser d'y aller.

Pour faire bonne mesure, pas de galette non plus rue de la Gare. Mais notre bon directeur, n'a pas pu réprimer plus longtemps un élan qui lui venait du cœur : il a pioché sur sa cassette perso (du moins on l'espère) et il a offert royalement UN chocolat à chaque agent de la Direction.

Un geste si élégant méritait bien un coup de chapeau, voilà, c'est fait. Une belle preuve d'humanité pour les mauvaises langues qui auraient pu en douter, encore bravo, si, si vraiment !



LE MONDE MERVEILLEUX DE LA DDFIP 22 (SUITE)

- « **Zut, y a plus de toner** »

- « *Comment qu'on fait pour en avoir ?* »

- « *on a eu un message qui disait comment il fallait faire pour en commander et je crois qu'il y a quelqu'un à contacter..* »

Un peu après : « *Bon en gros, faut contacter direct la boîte.* »

Deux jours après : « *Y a toujours rien ?* » « *Ben non, sauf que la deuxième bécane est aussi en rade de toner et de toute façon la première est HS et y'a plus de crédits ...* »

Bon tout ça, ce n'est pas la fin du monde, c'est juste 2 ou 3 gouttes d'eau qui s'ajoutent au reste. Et le reste, c'est ça... : le boulot qui change tout le temps, celui qui s'empile, celui qu'il faut avaler en plus du reste parce que la collègue qui le faisait est partie et n'a pas été remplacée... Ça s'appelle le non remplacement de 2 départs sur 3 à la DGFIP. Il y a la course au temps, pour arriver à loger dans une journée ce que l'on faisait en plusieurs jours avant : ça s'appelle la productivité.

Il y a les gros agacements contre les applications informatiques les jours où elles pédalent, où ça bogue, alors qu'on nous dit qu'on nous a modernisé au top.

Il y a la direction qui surveille ces échéances qui arrivent si vite et nous colle la pression, comme si on ne se la mettait pas assez nous-mêmes. Ça s'appelle le pilotage.

Il y a ces réorganisations permanentes, ces fusions qui nous explosent et où on ne comprend plus qui s'occupe de quoi. Il y a ces désorganisations totales où tout le monde et personne est censé de s'occuper d'on ne sait plus trop quoi.

Les gouttes d'eau tombent là-dessus. Une imprimante en rade pour cause de défaut de toner en stock (mais au fait, c'est qui qui l'a pas commandé quand il fallait ?), ça paralyse tout un service. Le Big Brother qui mate nos résultats et demande aux directions locales des explications sur tout (ça s'appelle la Délégation inter-régionale) ne s'intéresse pas à ce genre de détails. Il est d'ailleurs certainement préférable qu'il ne s'y intéresse pas. Les zénarques seraient fichus de coller un indicateur à la gestion des stocks de PQ et de toner et ça n'arrangerait surtout rien.

Les tracas matériels ajoutent au sentiment général que c'est chaque jour un peu plus le parcours du combattant de réussir à faire son boulot, ça prend des allures de mission impossible.

Histoires bateau : où qu'est le capitaine ?

Souriez : vous n'êtes pas filmés

Installation d'une caméra de surveillance dans le local accueil-caisse de la Trésorerie Municipale de Saint Briec. Logique, suite aux décisions prises en CHS et notamment l'octroi d'une enveloppe globale de 15 000 € affectée à ces travaux de sécurisation de cinq trésoreries du département. Gros souci, la caméra n'est pas branchée et aucun travail de câblage n'a été effectué, ni ne semble prévu. "Mais ça a un effet dissuasif." 3 000 € le leurre, la sécurité devient-elle un luxe ?



Billet d'humeur d'un retraité grincheux :

La mutuelle, un service au plus près des adhérents... ?

Ni passéiste, ni particulièrement nostalgique, je veux bien admettre que la grosse machine qu'est devenue notre mutuelle a du se réorganiser, notamment pour gérer la Sécurité Sociale pour l'ensemble des agents du Ministère. Bien qu'en tant que militant syndical, je ne suis pas persuadé que cette recherche des gains de productivité soit compatible avec l'esprit fondateur du mutualisme...

Il faut malheureusement bien constater que cette réorganisation a éloigné les adhérents et particulièrement les retraités, de la proximité qui faisait la richesse des mutuelles historiques.

Pour contacter un « *conseiller mutualiste* », il faut désormais appeler un numéro unique qui couvre la Haute Normandie, la Basse Normandie, la Bretagne, les Pays de Loire, la région Poitou-Charentes...

Il y a quelques jours, je me suis inquiété d'un remboursement assez conséquent qui aurait du m'être reversé, suite à l'envoi de feuilles de soin à MFP Services, envoi effectué depuis un certain temps déjà...

Je téléphone donc au numéro unique de la région Ouest, et là, j'ai la surprise d'entendre que « *ce numéro est momentanément indisponible...* »...Les nouvelles technologies de la communication étant souvent défectueuses, je décide donc de laisser passer quelques jours avant de renouveler mon appel...Ce matin, le numéro était rétabli et je suis mis en contact avec une dame, fort charmante au demeurant, qui commence par me demander quel était le numéro du département des Côtes-d'Armor ! Devant la stupéfaction que j'affiche suite à cette demande, mon interlocutrice me fait connaître que j'étais en relation avec la plate forme de...METZ !

Evidemment, ce contact ne m'a rien apporté de plus que ce que je connaissais déjà : la seule information qui m'a été délivrée était la situation de mon compte, compte que j'avais déjà consulté sur le site de MFP Services...

Quant à savoir pourquoi mon remboursement n'a pas été effectué, je n'en connais pas les raisons : la feuille est-elle bien arrivée à destination ?.. était-elle correctement remplie ? ...manquait-il une ordonnance ?...Apparemment, il semble qu'un retraité perdu dans sa cambrousse ne puisse plus avoir de contact direct avec la mutuelle, pour résoudre des problèmes pratiques. Les sommes avancées sont parfois conséquentes et le délai de remboursement a des incidences immédiates sur le pouvoir d'achat des retraités, pouvoir d'achat qui est déjà bien mis à mal par le gouvernement...Ni nostalgique, ni passéiste certes, mais les mânes de l'esprit mutualiste me semblent naviguer dans des eaux bien troubles...

LES PARADOXES DU MODELE ALLEMAND

C'est devenu une nouvelle mode : face à la crise des dettes souveraines en Europe - conséquence évidente et prévisible des plans de sauvetage des établissements financiers (voir notre numéro précédent) -, il n'y aurait point de salut hors de la transposition du fameux "modèle allemand" à l'ensemble des pays.

Sans aborder l'organisation institutionnelle de ce pays, largement imposée par les vainqueurs de la deuxième guerre, on notera la spécificité de son modèle économique.

C'est un modèle où le niveau des salaires est faible, la contrainte budgétaire très forte, et surtout qui tire ainsi son dynamisme de ses exportations industrielles. Par exemple, 40% de sa richesse produite annuellement (le PIB) est dû aux exportations. Bien. Seulement voilà, ses deux principaux clients étant la France et l'Italie, des plans de "rigueur" dans ses pays, conduisant à un ralentissement de la demande, notamment des importations, rogneraient l'excédent commercial (exportations > importations) allemand. Pire encore si c'est l'environnement mondial qui est dégradé. Bref, si au-delà de ses produits manufacturés, le "modèle allemand" est exportable, cela est plus compliqué qu'un petit avocat d'affaire de Neuilly peut le croire : la part de l'industrie en France est extrêmement faible, après des années de croyance dans le tout-tertiaire, une "rigueur" qui casserait la croissance aurait aussi un impact sur les finances ... de l'Allemagne, contrainte alors à s'endetter, qui fait peur aux marchés, qui ne veulent plus prêter (voir en novembre, l'échec de la demande de prêt de l'Allemagne aux marchés) etc. Le cercle vicieux toucherait alors aussi le modèle qu'on croyait être de vertu !



Pas l'aumône mais le 8ème échelon pour tous les C, tout de suite !

Le gouvernement cherche à faire des économies sur le dos des personnels les moins payés. L'accès au 8ème échelon de l'échelle 6 doit être de droit pour tous les agents satisfaisant les conditions statutaires.

Signez la pétition de la CGT !

Augmenter les salaires, c'est juste, possible et urgent

Pour les rares qui nourrissaient encore quelques illusions, les masques sont aujourd'hui définitivement tombés : Nicolas Sarkozy n'est pas le Président de la feuille de paie ! A l'heure où il s'escrime, avec d'autres, à faire payer le prix de la crise aux travailleurs, on peut même dire qu'il est le fossoyeur du pouvoir d'achat, sauf des plus fortunés bien entendu.

Pour les agents de la Fonction publique, la note est particulièrement salée : Des salaires écrasés dans toutes les catégories :

Le SMIC ayant été réévalué au 1er décembre 2011, puis au 1er janvier 2012, les plus bas traitements des personnels de la Fonction publique sont impactés, en passant de nouveau sous le minimum légal. Un tel marasme aboutit concrètement à ne plus reconnaître les qualifications détenues. Il aboutit également à un tassement des carrières sans précédent. Cette situation est la conséquence d'une politique salariale qui fait augmenter la valeur du point moins vite que l'inflation. Or, la valeur du point, c'est la pierre angulaire des traitements de la Fonction publique sur laquelle sont assis 95 % des rémunérations versées.

Depuis l'ère Sarkozy, la perte est déjà de plus de 5 % et devrait – malheureusement – dépasser les 6 % à la fin de sa mandature avec le scandaleux gel imposé depuis le 1er janvier 2011. Il y a donc une accélération notoire de la dépréciation de la valeur du point. Pour rendre ce décrochage moins douloureux, on a assisté, sur la même période, à une augmentation importante du régime indemnitaire.

Seulement, primes et traitement indiciaire, ce n'est pas du tout la même chose. Déjà, pour le calcul des pensions des fonctionnaires, les primes c'est quasiment zéro. Ensuite, le versement des primes est parfaitement aléatoire et discriminatoire. C'est d'ailleurs sur elles que sont assises les « rémunérations à la performance » ou « l'intéressement collectif », armes de guerre contre la grille indiciaire et la Fonction publique de carrière.

Les revendications de la CGT :

- Salaire minimum mensuel à 1700 euros bruts ;
- Pour 2012, augmentation de la valeur du point au moins égale à l'inflation ;
- Rattrapage des pertes intervenues au cours des années antérieures ;
- Refonte de la grille indiciaire avec une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- Amplitude de carrière minimale de 1 à 2, garantie à tous, pour une carrière complète ;
- Intégration des primes ayant un caractère de complément salarial dans le traitement brut ;
- Réindexation des pensions sur les salaires.